

L'incidence de l'agriculture urbaine à Harare, au Zimbabwe



1998-05-15

Joan Brickhill

[Légende : Les arrêtés municipaux en vigueur à Harare ont toujours découragé l'agriculture urbaine.]

En janvier, neuf personnes sont tombées sous les balles de la police et de l'armée lors des premières émeutes du pain au Zimbabwe. On a rapporté d'autres décès dans les prisons locales après l'arrestation de milliers de présumés pillards, dont plusieurs étaient des femmes portant leur enfant sur leur dos. Les émeutes ont éclaté à la suite de la dernière des augmentations successives du prix des denrées alimentaires qui ont dévasté la vie des citoyens défavorisés depuis l'adoption des réformes économiques du Fond monétaire international et de la Banque mondiale en 1991. Dans ce pays où les trois quarts de la population vivent sous le seuil de la pauvreté, il y a maintenant une foule de gens en colère, incapables de nourrir leur famille.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que le gouvernement zimbabwéen ait décidé de fermer les yeux sur la croissance débridée de l'agriculture urbaine à Harare et dans d'autres centres urbains. De 1990 à 1994, le nombre de terres cultivées a presque doublé (représentant environ 16 % de la région urbaine) et s'est rapidement accru depuis lors. Cette croissance phénoménale est notamment attribuable à l'assouplissement des règlements municipaux en 1993 afin d'atténuer la pauvreté liée au programme d'ajustement structurel, soutient [Brian Mutimbanyoka](#), porte-parole d'[Environnement 2000](#), une ONG locale.

Cette année, les conseillers municipaux d'Harare ont décidé d'ignorer la culture illégale du maïs, décision qui a été critiquée par les groupes environnementalistes. Ces derniers s'inquiètent de la contamination de l'eau potable par les engrais chimiques et par la sédimentation dans les barrages de retenue et les lacs qui alimentent la ville. *L'envasement des rivières et des ruisseaux entraîne inévitablement une pénurie d'eau sans retour*, souligne Environnement 2000.

Un conflit de longue date

Le conflit qui oppose depuis longtemps les citoyens et les autorités locales (outre la préoccupation grandissante au sujet de la santé publique et des ressources naturelles) a incité [ENDA-Zimbabwe](#), une organisation non gouvernementale, à entreprendre une étude approfondie sur l'agriculture urbaine à Harare. (Le sigle ENDA signifie Environnement et développement.) L'étude a été financée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) qui a aussi fourni le soutien technique et aidé à organiser des ateliers locaux.

Selon [Daniel Sithole](#), chargé de recherches à ENDA-Zimbabwe, le projet a permis de fournir aux décideurs des renseignements détaillés sur l'agriculture urbaine de sorte qu'ils puissent aborder ce dossier en toute connaissance de cause. *Les dirigeants municipaux et d'autres qui ne sont pas du sérail considèrent que l'agriculture urbaine ne rapporte que des bénéfices marginaux; cette activité a donc été affreusement sous-estimée*, précise-t-il. De fait, l'étude révèle que l'agriculture urbaine constitue désormais la principale stratégie d'adaptation à laquelle ont recours les familles pauvres de Harare. Elle montre aussi que la situation des agriculteurs urbains à faible revenu est sensiblement meilleure que celle des autres gagne-petit, tant sur le plan économique qu'alimentaire. Ainsi, les enfants de moins de cinq ans qui vivent dans des exploitations agricoles enregistrent un taux de croissance, en poids et en taille, de beaucoup supérieur à celui des enfants des familles non agricoles.

Les dommages causés à l'environnement

L'étude s'est aussi penchée sur la question des dommages causés à l'environnement. Elle a révélé que les mesures de conservation n'étaient pas utilisées sur le terrain par les intervenants. Par exemple, tous les sites étudiés présentaient des niveaux d'érosion inacceptables. Qui plus est, comme environ 90 % des agriculteurs de Harare emploient des engrais chimiques et presque le tiers des terrains (autres que les parcelles) sont cultivés près des ruisseaux, des marécages ou des *vleis* (petits marais), l'eau est polluée par les eaux de ruissellement et la lixiviation. L'équipe d'ENDA-Zimbabwe a conclu que l'agriculture urbaine constituerait une grave menace pour le milieu urbain si des mesures de conservation appropriées n'étaient pas mises en oeuvre.

Les chercheurs recommandent donc que les urbanistes élaborent des politiques qui favorisent l'agriculture urbaine durable plutôt que de chercher des moyens d'abolir cette pratique. Ils ont notamment fait valoir l'importance d'imposer des sanctions plus sévères pour réprimer la culture sur les berges des cours d'eau et encourager les pratiques de conservation comme le labour et l'entretien minimal du sol, l'aménagement de terrasses sur talus et les bourrelets de niveau. L'équipe de recherche prône aussi l'instauration de programmes de formation à l'intention de groupements agricoles d'exploitation en commun dans les villes et de services de vulgarisation agricole destinés en particulier aux secteurs les plus démunis de la population urbaine.

Sensibilisation des urbanistes

Selon Sithole, le projet a permis de sensibiliser davantage les urbanistes de Harare, bien qu'il faille encore faire pression pour amener des changements en profondeur. *Je crois que nous avons exercé une forte influence sur l'administration locale; nous avons organisé plusieurs ateliers, mais reste à voir s'ils donneront des résultats*, affirme-t-il. *Si les gouvernements assouplissaient encore plus les règlements, les gens s'adonneraient à l'agriculture ouvertement et avec un sens plus aigu de leurs responsabilités. Présentement, rien ne les incite à consacrer leurs ressources et leur énergie à adopter des pratiques culturelles durables parce qu'ils savent que n'importe quand leur récolte de maïs peut être réduite à néant.*

Un autre membre de l'équipe, [Momo Masoka](#), estime que puisque l'agriculture urbaine est devenue une réalité dans la majorité des villes modernes, les gouvernements devraient modifier leurs politiques pour en tenir compte. *Je pense que cette pratique a réussi [dans le Nord], mais elle a échoué dans les pays d'Afrique que j'ai étudiés parce que les politiques adoptées par les gouvernements centraux et locaux manquent de cohérence*, dit-il en conclusion.

Joan Brickhill est une rédactrice pigiste basée à Harare. (Photo : J. Brickhill)

Personnes-ressources :

Daniel Sithole, biologiste chargé de recherches, Environnement et développement (ENDA) - Zimbabwe, 1 Waterfield Road, Mount Pleasant, PO Box 3492, Harare, Zimbabwe, tél. et téléc. : (263-4) 3011565 ou 301162 ou 301024; courriel : enda-zw@harare.iafrica.com

Momo Masoka, ENDA-Zimbabwe; tél. : (263-4) 708248

Brian Mutimbanyoka, Environment 2000, 3 Durham Rd, Avondale, PO Box A639, Harare, Zimbabwe; tél. : (263-4) 302886 ou 302276; téléc. : (263-4) 339691; courriel : e2000@samara.co.zw

Des liens à explorer...

[Le CRDI Explore : Octobre 1993, Agriculture urbaine : des villes-jardins.](#)

[AGUILA : Favoriser l'agriculture urbaine en Amérique latine](#), par Laurent Fontaine.

[La promotion de l'agriculture urbaine sur les ondes](#), par Michael Smith.

[Pour sortir les pauvres du monde de la faim : Parfaire la production de cobayes au Pérou](#), par Katherine Morrow.

[Faire campagne en ville : L'agriculture urbaine en Afrique de l'Est.](#)

[Le site Agriculture urbaine.](#)